

La Russie ferme les bureaux locaux d'Amnesty et de HRW

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 54 minutes,
Mis à jour il y a 34 minutes

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/00:47 🔊



Le président russe Vladimir Poutine. SPUTNIK / REUTERS

Selon un communiqué publié par le ministère russe de la Justice, les bureaux locaux d'Amnesty International et de Human Rights Watch ont été «exclus» en raison de «violations de la législation russe».

La Russie a fermé les bureaux locaux des ONG de défense des droits humains Amnesty International et Human Rights Watch, selon un communiqué publié vendredi 8 avril par le ministère russe de la Justice.

La représentation locale d'Amnesty (Royaume-Uni) et celle de HRW (États-Unis) ont «*été exclus du registre officiel des organisations non-gouvernementales étrangères*» en Russie, en raison de «*violations de la législation russe*», selon le communiqué. Il s'agit *facto* de leur fermeture, a précisé pour sa part Amnesty dans un communiqué.

15 ONG exclues au total

Parmi les autres ONG exclues de ce registre --15 au total -- figurent notamment la Fondation Carnegie pour la paix internationale (États-Unis), la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté (Allemagne) et la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne). Il s'agit de facto de leur fermeture, a précisé pour sa part Amnesty dans un communiqué. *«Aujourd'hui, les autorités russes ont fermé les représentations d'Amnesty International et d'autres ONG internationaux»*, a-t-elle indiqué.

Les ONG ont ainsi été *«punies pour avoir défendu les droits humains et avoir dit la vérité aux autorités russes»*, a estimé Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty, cité dans le communiqué. *«Les autorités se trompent profondément si elles croient qu'en fermant notre bureau à Moscou, elles pourront mettre fin à notre travail visant à documenter et à exposer les violations des droits humains»*, a-t-elle assuré. Depuis le déclenchement de l'opération militaire en Ukraine, les sites de nombreux médias russes ou étrangers ont été bloqués en Russie. En mars, les autorités ont également voté plusieurs lois réprimant de lourdes peines de prison ce qu'elles considèrent comme de *«fausses informations»* sur le conflit.